

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

VENDREDI 6 NOVEMBRE 1981

1.36

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe. Pour l'émancipation des peuples Martinique et de Guadeloupe. Pour la reconstruc tion de la IVéme Internationale.

PRIX : ANTILLES 2 F

. Editorial ___

SOUS LA GAUCHE COMME SOUS LA DROITE, LES MÊMES FORCES POLICIÈRES EN **ACTION CONTRE LES TRAVAILLEURS**

Pour la première fois depuis l'accession à la présidence de François Mitterrand, les forces de répression, en tenue de combat et les armes à la main, appuyées par un véhicule blindé, sont intervenues contre les travailleurs en lutte. Cela s'est passé dans un hôpital en Guadeloupe.

De telles opérations étaient devenues courantes certes, vers la fin du septennat de Giscard d'Estaing, que ce soit.contre des luttes ouvrières (contre les travailleurs grévistes de la S.I.G., contre ceux du Rond Point du Meuble, contre les o eupants de terre de Sainte-Rose et de Capesterre), que ce soit également contre les manifestations enseignantes devant l'Inspection Académique à Pointe-à-Pitre, matraquages et tentatives d'intimidation lors des manifestations regroupant travailleurs, chômeurs, jeunes lycéens et étudiants qui furent organi-sées pour soutenir les militants du G.L.A.

Venant d'un gouvernement de droite, une telle attitude ne pouvait surprendre ni les travailleurs ni les autres catégories sociales qui en ont été les victimes.

Par contre beaucoup de travailleurs avaient nourri l'illusion que voter Mitterrand signifiait voter pour la cessation d'un tel état de choses. Ne seraitce que pour sept ans. C'était voter pour la fin de l'arrogance des possédants et de l'administration, pour l'arrêt des brutalités policières envers

les jeunes ou envers les manifestants. Ces illusions avaient été soigneusement créées et entretenues par les partis de gauche bien sûr, puisqu'ils n'ont pas d'autres perspectives à offrir aux travailleurs et qu'au demeurant ils prêchaient dans le sens de leurs propres intérêts (la venue de la gauche au pouvoir signifiant pour eux de nouveaux postes, de députés, maires, voire même de ministres ou soussecrétaires d'état, en un mot c'est la porte ouverte à toute une série de sinécures).

Les partis de gauche n'étaient pas les seuls à entretenir de telles illusions chez les travailleurs, certaines organisations d'extrême-gauche, elles aussi, entretenaient cette idée que Mitterrand élu, c'était, pour les travailleurs, la porte ouverte à « l'espoir ».

C'est dans ce contexte que les événements de Saint-Claude prennent toute leur importance. Les mêmes méthodes policières et les mêmes mensonges, les mêmes calomnies anti-ouvrières.

Simplement, ce n'est pas la droite, mais la gauche qui envoie les forces armées à l'hôpital Psychiatrique.

Simplement, ce n'est pas la droite mais la gauche qui vilipende, insinue et calomnie. - C'est Fischer, membre influent du Parti Socialiste et diri-

Suite en P.4

ST CLAUDE POURSUITE DE LA GREVE A L'HÔPITAL PSYCHIATRIQUE APRES L'INTERVENTION **DES GARDES MOBILES**

La grève à l'hôpital psychiatrique pour la réintégration des 14 travailleurs licenciés il y a quelques mois se poursuit.

La grève a connu un tournant grave quand des forces de gendarmerie mobiles sont intervenues en force, appelées par le directeur Fischer. Les gardes-mobiles ont enfoncé, avec un véhicule blindé, deux portes pour entrer dans l'hôpital et y libérer deux cadres

qui étaient, disaient-ils, séquestrés. Le conseil d'administration, devant la tournure des événements et l'extension de la grève à d'autres services hospitaliers (Pigeon et Pointe à Pitre), par la voie de sa présidente Michaux-Chevry a annoncé qu'il était prêt à

Les travailleurs de l'hôpital psychiatrique ne sont pas prêts à accepter n'importe quoi d'autant que la loi d'amnistie s'applique à leur cas et qu'ils devraient purement et simplement être repris à leur poste. Ce à quoi s'opposent le directeur et certains médecins.

L'un d'eux vient de publier une lettre où il explique qu'il ne faut pas réintégrer « glorieusement » les 14 licenciés, car ils sèment la terreur dans l'hôpital contre les malades, qu'ils les traitent mal, que leurs services étaient infâmes et repoussants etc... Mais il est pour le moins étrange qu'un médecin travaillant dans un hôpital qui est mal dirigé et mal entretenu depuis des dizaines d'années où les malades ont été de tout temps mal traités s'en prennent aujourd'hui aux agents hospitaliers pour les rendre responsables d'un tel état de fait.

Ce médecin parle d'honnêteté. L'honnêteté aurait voulu qu'il s'en prît aux médecins qu'il remplace aujourd'hui ou qui ont dirigé ces services, et non pas à ceux qui n'ont pas eu la responsabilité de faire fonctionner l'hôpital.

Il est bizarre que ces arguments apparaissent seulement aujourd'hui au moment où ces travailleurs se battent pour la réintégration de leurs camarades.

La situation en est là. Le directeur et les Michaux-Chevry tentent de jeter le discrédit sur les grévistes. Cela c'est normal, ces genslà sont du même monde et défendent toujours leurs intérêts personnels et ceux de leurs amis. Une grève de travailleurs qui les met en cause cela ne peut que les hérisser.

En tout cas, ils seront bien obligés d'appliquer la décision d'amnistie et de réintégrer les 14 licenciés. Ce sera ensuite aux responsables et notamment aux médecins travaillant à l'hôpital psychiatrique à organiser leurs services au mieux de l'intérêt des malades. Cela ne passe pas par le licenciement des travailleurs sous prétexte qu'ils sont mauvais.

CAPITULATION DES CONSEILLERS GENERAUX (GAUCHE COMPRISE) DEVANT COINTREAU

« Non au chantage de Cointreau », « Elus et travailleurs unis doivent imposer au besoin par des moyens exceptionnels le maintien de l'usine Galion ».

« Ça suffit. Les travailleurs de notre pays ne doivent plus être à la merci du premier Cointreau venu voilà les cris de guerre du Parti de Darsières dans « le Progressiste ». Le PCM, dans « Justice » écrit lui : « Contre les casseurs d'usines la riposte s'organise ».

Et pourtant... et pourtant Cointreau a gagné. Il a eu gain de cause!

Son problème c'était que le Lareinty ferme et que le gouvernement s'occupe un peu plus de verser la manne des subventions sur le Galion. Eh! bien! le Lareinty va fermer et le « Galion » de Cointreau va fièrement voguer

toutes voiles au vent.

La décision vient d'être prise par le Conseil Général de la Martinique. Oh certes, les raisons invoquées ont toutes l'air d'être d'excellentes raisons. On a sauvegardé l'emploi, la moitié des ouvriers du Lareinty sera réembau-chée au Galion et l'autre moitié sera affectée aux réparations du Lareinty, et de toutes

façons le Lareinty ne ferme qu'un an pour que soient entrepris les travaux de modernisation. Tels ont été en tous cas les arguments au nom desquels les conseillers généraux de la Martinique, et singulièrement ceux de gauche, ont capitulé devant les exigences brutales du groupe Cointreau.

Car il s'agit bien là d'une capitulation devant un gros capitaliste qui n'a jamais fait mystère de ses intentions : détenir le monopole de la production sucrière de la Martinique pour drainer à son profit quelques subventions substantielles.

Et c'est parce qu'on lui avait refusé dans un premier temps la mise à mort immédiate du Lareinty que Cointreau, propriétaire de l'autre usine, celle du Galion, avait parlé de fermer son usine et commencé à mettre en chômage technique les ouvriers qu'il emploie. Maintenant c'est chose faite, il a atteint son objectif: il sera seul à produire du sucre en Martinique, et en meilleure posture pour recevoir les subventions en tous genres.

Alors certes, on pourra objecter que c'est provisoire, vu que le Lareinty devrait recom-

mencer à tourner pour la campagne 83..

Sauf que rien ne pourra empêcher Cointreau de recommencer son chantage dans un an. Sauf que rien ne garantit que dans un an les réparations dont on clame la nécessité seront faites. Sauf que Cointreau pourrait dire: « Avec le Galion, vous avez toutes les garanties que ca marche, tandis que le Lareinty n'a pas encore marché et nul ne connaît quels résultats il peut obtenir ». Et on pourrait multiplier les variantes à l'infini.

La vérité est que les travailleurs ne peuvent gagner dans des combats où on les invite à se battre pour « sauver l'industrie sucrière ».

Les travailleurs n'ont pas d'industrie à sauver, car les usines ne leur appartiennent pas. Les maîtres de l'économie sont encore les capitalistes. La seule manière pour eux de ne pas faire les frais des crises provoquées, organisées par les capitalistes, est de s'attaquer résolument aux biens de ceux-ci, de se payer sur le capital, de mettre la main sur les usines et les terres qui leur appartiennent.

Suite p. 3

MARTINIQUE LA DÉCENTRALISATION VUE PAR LES HOMMES DE DROITE... **VALCIN QUI**

PLEURE...

Edmond Valcin, sénateur RPR de la Martinique n'a pu retenir ses larmes le jeudi 28 octobre lorsque le projet de loi de décentralisation est venue à la discussion au Sénat... Edmond Valcin avait peur, paraît-il, que les Antilles ne soient larguées par la France, et ne deviennent indépendantes.

On comprend un peu que depuis quelques mois le pauvre sénateur ait perdu plus ou moins la boule.

Car lui le nègre à blancs qui étale depuis plus de 40 ans un état de service de larbin dévoué à ses maîtres coloniaux, se croyait enfin parvenu à l'objectif que souhaite tout esclave flatteur et bien en cour : se garer des coups de pieds du maître en obtenant une planque où vivre sans trop de problèmes. Valcin est sénateur depuis 4 ans, et il lui reste 5

ans à faire dans cette sinécure... Hélas, le vent a tourné, et les maîtres ne sont plus les mêmes. Pauvre Valcin, tellement habitué à se courber d'un seul côté (à droite), il ne lui vient même pas à l'idée qu'il pourrait tenter de proposer ses services aux nouveaux

Certes, il aurait à gauche une concurrence sévère, mais il a au moins un sérieux avantage : des états de service irréprochables et le fait de n'avoir jamais dit : « Non » au pou-

...ELISE QUI

Quant à Max Elisé, conseiller général UDF de Fort-de-France, il ne pleure pas, lui, il se frotterait plutôt les mains. Il écrit en effet dans France-Antilles, à propos de la décentra-, lisation, « nous ne pouvons qu'en approuver le principe ».

Bien sûr, Max Elizé peut bien faire ici ou là quelques petites critiques du style : « pas de barrière douanière pour les Antilles ». Mais il ajoute après qu'il faut « apprendre à faire bon usage des responsabilités nouvelles qui nous seront déléguées ».

Autant dire, en clair, que Monsieur Elisé voit bien ses affaires fonctionner sans le contrôle tatillon de fonctionnaires français, comme c'est le cas maintenant.

Mais quoi d'étonnant : les capitalistes savent bien qu'un changement de dénomination importe peu, si leurs propriétés sont protégées, si on ne porte pas atteinte à leurs profits!

Ils peuvent laisser un Valcin pleurer, cela amuse la galerie, mais c'est bien Elizé, capita-liste lui-même, qui explique le mieux leur posi-tion : la décentralisation : il n'y a pas de quoi fouetter un chat...ni un capitaliste!

J. Bruel

MARTINIQUE LA CAMPAGNE DE LA SECURITE SOCIALE SUR LA PREVENTION DES ACCIDENTS MAINS: UNE CAMPAGNE HYPOCRITE AUX



Ces jours-ci la Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Martinique organise une campagne de prévention des accidents aux mains : exposition, spots à la télévision, distribution de brochures, organisation d'un concours,

Le thème dominant de cette campagne est que la prévention des accidents aux mains est avant tout l'affaire des travailleurs. Ce serait eux qui seraient en premier lieu responsables des accidents qui les mutilent ou les blessent. et donc la prévention de ces accidents consisterait essentiellement en une plus grande attention ou une plus grande connaissance des travailleurs eux-mêmes.

Cette campagne est donc avant tout dirigée vers les travailleurs. Elle veut les inciter à plus de vigilance et à un plus grand respect des

règles de sécurité.

Le moins que l'on puisse dire est que cette campagne sue l'hypocrisie. Car les plus grands responsables des accidents sur les chantiers ou dans les ateliers, ce sont les patrons. Ce sont eux qui poussent les cadences, qui obligent les travailleurs à accélérer le rythme de la production pour le bien des profits patronaux, au mépris des règles de sécurité. Ce sont eux qui par mesure d'économie ne fournissent pas les gants ou le matériel de protection nécessaire à certains travaux. Ce sont eux encore qui refusent d'équiper les

machines dangereuses des systèmes de sécurité efficaces, parce que ça leur coûterait plus cher. Et bien souvent les patrons préfèrent payer des amendes à la Sécurité Sociale plutôt que de fournir le matériel de sécurité nécessaire aux ouvriers, tout simplement parce que cela leur revient moins cher.

La négligence des patrons est aussi responsable d'un grand nombre d'accidents du travail ; car ils ne se préoccupent pas d'assurer la sécurité des ouvriers sur leurs chantiers ou leurs entreprises, ceci étant le cadet de leurs soucis. Ainsi dernièrement un ouvrier est mort par la faute de EDF et de l'entreprise Saulnier Duval. Il est tombé avec le poteau électrique

pourri sur lequel il était monté pour travailler. Ni l'EDF, ni Saulnier-Duval ne s'étaient préoccupés de remplacer le poteau.

Les blessés et les mutilés à vie sont nombreux sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics, et dans le secteur de la métallurgie. Ainsi sur le bassin de Radoub pendant toute une période, il ne se passait pas un mois sans qu'il y ait un accident, plus ou moins grave, causé chaque fois par la négligence de la direction.

Les patrons savent de plus pouvoir bénéficier de la compréhension et de la mansuétude de la justice. Ils sont rarement condamnés. Lorsque les ouvriers portent plainte, le dossier peut traîner des années. Ainsi un ouvrier de la

Socaltra a eu un doigt sectionné par une grue qui fonctionnait mal, et que le patron n'avait pas fait réparer malgré les nombreux avertissements du syndicat. Cet ouvrier a porté plainte contre le patron. Mais depuis plus de 2 ans l'affaire traîne et elle n'a toujours pas été

Le gouvernement lui aussi se montre généreux envers les patrons. Ainsi la loi d'amnistie déclarée par Mitterrand a concerné aussi les patrons qui n'ont pas respecté la législation sur la Sécurité Sociale. Ceux qui ne déclaraient pas les accidents du travail, ou qui refusaient de délivrer les feuilles d'accidents du travail aux salariés, ou qui retenaient sur la paie des ouvriers les cotisations « accidents du travail » au lieu de les payer de leur poche, ont été amnistiés. Les patrons n'ont donc pas trop lieu de s'inquiéter lorsqu'ils enfreignent la législation sur la sécurité des ouvriers.

Quant aux services de prévention des accidents du travail de la Sécurité Sociale, on ne peut pas dire qu'ils soient acharnés à poursuivre les patrons coupables, ni même à vérifier sur place dans quelles conditions les ouvriers travaillent. Leurs visites sur les chantiers ou dans les ateliers sont rares, sinon inexistan-

Dernièrement, ce sont des travailleurs du centre de... la Sécurité Sociale de Trinité qui ont demandé qu'un contrôleur soit envoyé pour constater les conditions déplorables dans lesquelles ils travaillaient, à cause du bruit notamment. Eh bien ce contrôleur est arrivé avec tant de retard que le bruit avait cessé depuis longtemps, et lorsqu'il s'est enquis de la situation, c'est à la direction qu'il s'est adressé, et pas aux travailleurs qui l'avaient demandé!

Cet exemple est significatif du peu d'empressement de la Sécurité Sociale ellemême à faire respecter la sécurité des travailleurs, même lorsqu'il s'agit de ses propres employés. A plus forte raison lorsqu'il s'agit des travailleurs d'entreprises extérieures.

Alors la Sécurité Sociale a beau faire une campagne publicitaire sur le thème de la prévention des accidents, les travailleurs savent que pour faire respecter leur sécurité et leur santé, c'est avant tout sur eux-mêmes et sur leur détermination à s'imposer aux patrons, qu'ils doivent compter.

LE GRS

SEDUIT PAR

MITTERRAND

Dans l'éditorial du N° 345 de Révolution Socialiste, consacré au discours prononcé par Mitterrand à Mexico à l'occasion de la conférence Nord-Sud de Cancun, Gilbert Pago déclare : « Nous avons pris plaisir à l'écouter et à le réécouter... Nous en connaissons presque par cœur l'extrait suivant : « Salut aux humiliés, aux émigrés, aux exilés sur leur propre terre, qui veulent vivre et vivre libres », etc... (Mitterrand conclut son discours par ces mots : « A tous, la France dit : Courage, la liberté viendra II

Et Gilbert Pago ajoute à propos de ce discours qu'« exalter la lutte d'une communauté... pour la liberté et en même temps ne pas attaquer de front le problème colonial aux Antilles, nous laisse de l'amertume une fois éteint le récepteur. »

Mais nous pourrions répondre que n'ont de « l'amertume » que ceux qui ont mis leurs espoirs dans un homme politique qui finit par les tromper et par les décevoir.

Pour notre part, à Combat Ouvrier, nous n'avons pas plus « pris plaisir » à écouter le discours de Tartuffe de Mitterrand, que nous n'avons ressenti « de l'amertume » à consta-ter que sa conduite politique est loin de s'accorder avec ses belles paroles. Car Mitterrand n'est quand même pas un

nouveau venu de la politique. C'est même exactement le contraire, et il a derrière lui de longues années de carrière ministérielle. Aujourd'hui il lance en Amérique Latine un vibrant hommage aux « combattants de la liberté », « aux sequestrés, aux disparus, aux assassinés, aux paysans sans terre, aux syndicalistes emprisonnés, aux travailleurs sans droits, aux résistants sans armes, etc... à ceux qui veulent vivre et vivre libres ». Tout cela est bien joli et ne coûte pas cher. Cela lui permet de se démarquer de Reagan et de tenter de rafler pour le compte des capitalistes français quelques nouveaux marchés en Amérique Latine. Tout cela au nom de la nouvelle France libre, démocratique... et socialiste! Après tout c'est de bonne guerre entre pu'ssances impérialistes pour le partage du monde, et on se bat avec les armes qu'on a. Les socialistes français ayant surtout l'arme de la parole !

Mais on ne saurait oublier que Mitterrand ministre de l'Intérieur en 1954 déclarait aux Algériens qui voulaient « vivre et vivre libres » : « L'Algérie c'est la France et la France ne reconnaîtra chez elle d'autre autorité que la sienne ». Et plus tard, après avoir soutenu l'envoi du contingent en Algérie et approuvé l'intensification de la guerre contre les Algériens qui réclamaient leur indépendance, il déclara : « La seule négociation c'est

la guerre ». Il était ministre de la Justice lorsque fut condamné à mort en 1956, et exécuté, le militant communiste Fernand Yveton, coupable d'avoir aidé le FLN algérien.

Il était au gouvernement lorsque des milliers d'Algériens, hommes, femmes, enfants, sont tombés sous les balles ou les tortures des paras français.

Alors, est-ce à tous ceux-là qu'il pense aujourd'hui lorsqu'il adresse son salut, du haut des tribunes de Mexico, « à celles et à ceux qu'on baillonne, qu'on persécute ou qu'on torture, qui veulent vivre et vivre libres ». ?

Le discours de Mitterrand n'est qu'une hypocrisie de plus d'un politicien bourgeois qui connaît les ticelles pour tromper son monde. Et qui trompe-t-il d'ailleurs ? Certainement pas les dictateurs d'Amérique Latine, ni les hommes politiques de la bourgeoisie, ni les capitalistes eux-mêmes qui voient en lui un bon représentant de commerce.

Il trompe avant tout le bon peuple. Et il trompe aussi les militants naïfs, ou aveugles, du GRS, qui « prennent plaisir » à entendre ses paroles creuses et éprouvent « de l'amertume » à constater que ce politicien bourgeois se conduit en parfait défenseur de la bour-

LE TRIBUNAL COLONIALISTE PRONONCE LA RELAXE DE NOS CAMARADES GÉRARD BEAUJOUR ET BRUNO TREIL.

Le jugement concernant nos deux camarades Bruno Treil et Gérard Beaujour inculpés d'« apologie du crime, de meurtre, pillage, incendie et vol » pour l'un, et de complicité pour l'autre, vient d'être rendu par le Tribunal de Pointe-à-Pitre : Gérard Beaujour et Bruno Treil ont été relaxés purement et simplement.

Il faut dire que ce verdict n'a rien d'éton-nant puisque le jour même du procès, le 5 août 1981, les juges avaient voulu clore les débats avant même qu'ils soient commencés, sachant par avance que la peine encourue par nos camarades serait annulée par l'amnistie générale proclamée après l'élection présidentielle.

Mais le tribunal a du malgré tout juger l'affaire sur l'insistance des inculpés euxmêmes. En effet, nos camarades ont tenu à ce que le procès se fasse, pour pouvoir exprimer hautement leurs opinions sur cette justice colonialiste, raciste et répressive, qui les jugeait, comme elle avait jugé avant eux d'autres militants anticolonialistes.

Le Tribunal a donc dû finalement désavouer le Procureur de la République qui avait porté plainte contre nos deux rédacteurs puisqu'il a prononcé le jugement suivant :

« Attendu que le texte incriminé constitue

une analyse de la situation sociale et politique dans le département de la Guadeloupe, au moment de sa parution,

Qu'il examine quel pourrait être le rôle de la violence dans cette situation,

Attendu qu'en aucun cas il ne fait référence à des attentats et qu'il ne comporte aucun élément tendant à la provocation aux

Il y a lieu dès lors de « rentrer en voie de relaxe ».

Il faut dire qu'entre la plainte du Procureur de la République, et le jugement prononcé, il y a eu un changement de gouvernement!

DECLARATION DE LOUIS MAUGEE ET GERARD BEAUJOUR SUR LE SUICIDE DE LUCIEN ROQUES A LA MAISON CENTRALE DE FORT-DE-FRANCE

Le suicide de Lucien Roques, jeune Martiniquais, âgé de 20 ans emprisonné à la Maison Centrale de Fort-de-France est un évènement tragique qui n'est pas pour nous surprendré, nous qui l'avons connu il y a 2 ans et demi, lors de l'affaire des Jeunes de Schœlcher, et qui avons été incarcérés pendant deux mois, de mars à mai 1981 en même temps que lui.

Lucien Roques s'est suicidé parce qu'il était maintenu en isolement à la prison de Fort-de-France et parce qu'on lui refusait du travail. Cela, c'est la cause immédiate.

Mais que 2 ans après la mort de Chloé, un autre jeune se tue à la Maison Centrale de Fort-de-France, cela a des causes plus profondes:

C'est d'abord le fait que pour les jeunes Noirs pauvres des Antilles, il ne reste plus qu'un choix : celui entre l'émigration en France à 7 000 kms d'ici, et le chômage qui conduit très vite à la délinquance et à la pri-

Enfermés 2 mois à la Maison Centrale, nous avons constaté aussi le fait que pour les jeu-

nes chômeurs incarcérés, toutes les tares de la société coloniale se retrouvent concentrées en prison : vétusté, manque d'hygiène, manque d'occupation ; le jeune chômeur se retrouve oisif en prison.

C'est enfin le climat répressif de plus en plus prononcé que connaît la Maison Centrale depuis 2 ans : maintien en isolement de certains détenus, interdiction d'aller à la messe, contrôles plus fréquents, travail délivré au compte-gouttes.

C'est ce qui explique qu'en 2 ans et demi il y ait eu 2 morts en prison plus une trentaine de tentatives d'évasion.

Alors, les gouvernements ont beau changer, pour les jeunes Noirs pauvres de la Martinique, le pouvoir colonial, lui, est resté intact.

Ce sont les mêmes juges et procureur qui poursuivent et condamnent C'est la même administration pénitentiaire

c'est la même prison mangeuse d'hommes.

COMMUNIQUÉ DU CLUB DE LEC-TURE DE L'OFFICE MUNICIPAL DE LA CULTURE DE POINTE-A-PITRE

de la direction politique de Combat Ouvrier.

Fait à Fort-de-France, le 3 novembre 81

Gérard BEAUJOUR

Nous varions les plaisirs!

Louis MAUGEE

Nous proposons à nos lecteurs :

« LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ A EBOLI » De Carlo LEVI.

Paru en collection follio très estimé par la critique italienne ce livre sera commenté LE MARDI 10 NOVEMBRE 1981 A 18 H, A LA MAISON DE LA CULTURE REMY NAINSOUTA.

Cl. Gova

FACE AUX LUTTES DES HOSPITALIERS, LE CHOIX DU PARTI DE MOUTOUSSAMY

Ernest Moutoussamy, le nouveau député du P.C.G., nous avait habitués depuis son - élection, à des déclarations claironnantes visiblement destinées à trancher quelque peu avec le ronron habituel des parlementaires de droite comme de gauche. Par ailleurs il a toujours pris soin d'affirmer qu'il parlait au nom de la défense des intérêts des travailleurs et des couches pauvres de la population en général. Même lorsqu'il adjurait Mitterrand et Mauroy de nationaliser la B.F.C., c'était, à l'en croire, parce que les travailleurs guadeloupéens le souhaitaient...

Avec la lutte des infirmiers de l'Hôpital Psychiatrique de Saint-Claude, il ne s'agissait plus là de quelque chose d'aussi flou qu'une nationalisation bancaire, il s'agissait de prendre position vis-à-vis de travailleurs qui luttent contre l'administration.

Le 3 novembre, le député du P.C.G. y est donc allé de sa petite déclaration relative à la grève et aux incidents de Saint-Claude.

Mais quelle différence, sur le fond comme dans le ton, par rapport à toutes les prises de position de ces mois derniers!

Dans son communiqué, Moutoussamy, c'est-à-dire le P.C.G. par la voie de son député, se déclare opposé aux violences, aux séquestrations, à la répression et pour la liberté du travail.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est là une position bien sinueuse (un petit mot condamnant les autorités préfectorales qui n'ont pas hésité à faire intervenir les gardes mobiles, un petit mot condamnant les grévistes qui ont séquestrés des cadres), une position malhonnête surtout dans la mesure où elle amalgame, suivant une tradition chère au P.C.G., les grévistes en lutte et ceux contre lesquels ils luttent.

La déclaration du député Moutoussamy, si contraire de toute évidence aux intérêts des travailleurs hospitaliers vise en réalité deux objectifs liés à ce que le P.C.G. estime être ses intérêts politiques immédiats.

De prime abord ce qui importait pour le P.C, c'était de se démarquer de l'U.T.S., d'éviter d'avoir l'air de « cautionner » l'action de ce syndicat qui, aux côtés de l'U.D.I.C., dirige aujourd'hui la lutte de ceux de l'Hôpital Psychiatrique. Il s'agissait donc pour le P.C.G.



Ernest Moutoussamy

de régler (verbalement) quelques comptes avec l'U.T.S., syndicat nationaliste implanté en Basse-Terre et, de ce fait, concurrent de la C.G.T.G. qui elle, est inféodée au P.C.G.

Par ailleurs et de façon plus durable, l'attitude du P.C.G. s'inscrit dans la politique sui-vie par ce parti depuis la victoire électorale de Mitterrand et du P.S. Ayant choisi (résultats électoraux oblige) de jouer (à l'échelle Guadeloupe-France vu comme un tout non dissociable) l'allié loyal du gouvernement Mitterrand-Mauroy, s'étant fait le serviteur de l'état bourgeois (avec bien sûr quelques nuances toutes verbales là aussi), le P.C.G. est en fait logique avec lui-même, lorsqu'il sacrifie les intérêts des luttes des travailleurs hospitaliers sur l'autel de la solidarité parti communiste-gouvernement socialiste, solidarité vouée toute entière à la défense des intérêts d'un état capitaliste et colonialiste.

A L'HOPITAL DE POINTE A PITRE GREVE DANS CERTAINS SERVICES

Alors que la grève se poursuit à l'hôpital psychiatrique de St-Claude pour la réintégration des 14 licenciés, à l'hôpital de Pointe-à-Pitre-Abymes, une certaine effervescence règne depuis mercredi dernier.

Dans certains services, l'appel à la grève de solidarité lancé d'abord par l'UTS a été entendu par les travailleurs de la cuisine qui sont en grève illimitée depuis mercredi 4 novembre. Ce même jour, les employés du Labo déclenchaient à leur tour une grève de 24 h. D'autres travailleurs se sont arrêtés dans certains autres services, en particulier en radiologie, sans que les services soient entièrement arrêtés comme la cuisine par exemple.

Ceci dit, l'ensemble des travailleurs ayant fait grève constitue une minorité. La grande majorité est venue travailler normalement

mercredi.

Il faut dire que la CGTG a jusqu'à présent refusé de mener toute action de solidarité à l'hôpital de Pointe-à-Pitre faisant preuve par là d'une passivité et d'un sectarisme absolument néfastes aux intérêts des travailleurs.

Mardi 3 novembre les syndicats UDIC et UTS avaient appelé à une grève générale des hôpitaux. Le comité de grève des travailleurs de la cuisine s'est associé au mouvement en appelant aussi à cesser le travail. Mais là encore seule une minorité de travailleurs se mirent en grève.

Près de soixante d'entre eux se rendirent à l'assemblée générale appelée par le comité de grève pour discuter des actions à mener pour soutenir ceux de St-Claude et exiger la réintégration des 14 licenciés.

CAPITULATION DES

CONSEILLERS

GENERAUX...

Suite de la P.1

On peut se demander par exemple quel poids aurait eu le chantage de Cointreau si les ouvriers du Galion et aussi ceux de la distillerie Saint-James, appartenant à Cointreau, avaient dès le départ commencé par occuper les deux unités et manifesté leur volonté de se payer sur les machines entreposées, sur le stock de rhum ou sur les terres de la région plantées en cannes. Cointreau aurait sans nul doute été en difficulté.

Mais cette voie, celle de la lutte, n'a pas été celle empruntée par les partis de gauche. Au contraire, ils ont bercé les travailleurs d'illusions, en leur disant qu'il fallait faire redémarrer l'industrie sucrière en mettant sur pied une société d'économie mixte, quand le problème se situe à un autre niveau : celui de faire payer

Aujourd'hui les partis de gauche ont commencé à récolter les fruits de leur mauvaise politique : ils courbent la tête et s'agenouillent devant Cointreau. Demain, ils s'aplatiront encore plus bas devant ce gros capitaliste qui fait manifestement d'aussi bonnes affaires avec le socialiste Emmanuelli qu'avec le giscardien Dijoud : ni Dijoud, dans le passé, ni Emmanuelli actuellement ne peuvent lui ordonner quoi que ce soit, c'est lui qui com-

Les travailleurs n'ont rien à attendre d'une telle politique qui les laisse pieds et poings liés, livrés au bon vouloir d'un Cointreau. Ils peuvent ne pas faire les frais des décisions de ce capitaliste, ils peuvent lui montrer qu'ils sont déterminés à ne pas subir sans broncher toutes les décisions qu'il prendra dans l'ave-

Jacques BRUEL

ECHOS ENTREPRISES DES

FORT-DE-FRANCE **DELATTRE-LEVIVIER** GARANTIE D'EMPLOI POUR LES CHEFS BLANCS, PAS POUR LES INTERIMAIRES.

La direction continue à licencier des intérimaires et à agiter le miroir aux alouettes en leur disant que la prochaine fois on va leur faire un contrat.

Le patron prétend ne pas avoir suffisamment de travail. Mais nous connaissons la chanson, car aussitôt les intérimaires renvoyés c'est un surplus de travail et une cadence accélérée pour ceux qui restent. Le patron prétend aussi qu'il n'a pas

d'argent pour embaucher définitivement les chômeurs. Mais nous constatons qu'il en a suffisamment pour payer grassement des chefs blancs qui « coincent la bulle »!

CENTRE HOSPITALIER DE FORT DE NOUVELLE NOTE DE SERVICE, MAIS VIEILLE RENGAINE.

La direction vient de sortir une nouvelle note de service mais dont le contenu n'a rien

Il s'agit, une fois de plus, de demander aux chefs de service et surveillants de faire attention à l'utilisation du petit matériel de sorte qu'il n'y ait pas de gaspillage.

Déjà dans certains services aux responsables zélés, on a commencé à faire l'inventaire du petit matériel, charge supplémentaire pour nous.

La direction ferait mieux de se taire sur le problème du gaspillage. Parlons du gaspillage que constitue l'utilisation des locaux de l'hôpital par les médecins pour leurs consulta-tions en secteur privé. Parlons aussi des analyses faites dans les laboratoires au bénéfice d'intérêts privés.

C'est tout cela qui pèse le plus sur la marche des hôpitaux. Car c'est gratuitement que le matériel (et pas le petit!) est mis au service de ces intérêts privés.

Alors qu'on ne nous casse pas les pieds avec des histoires de bouts de crayons, de gommes ou de thermomètres!



GROSSE MONTAGNE: COMPAGNIE CARAÏBE EXIGEONS LE REMPLACE-MENT DES V.A.T. PAR DES TRA-VAILLEURS NOIRS.

Depuis plusieurs mois déjà 8 volontaires à l'aide technique (V.A.T. blancs) sont employés à la Compagnie Caraïbe. Renseignements pris nous savons que la société n'a pas le droit d'employer des V.A.T.

Mais la direction préfère employer des V.A.T. plutôt que d'embaucher de facon définitive des jeunes travailleurs noirs pour tout simplement avoir moins de salaires à payer.

Ces calculs mesquins et racistes de la direction ne nous conviennent pas. Il y a suffisamment de jeunes qui bien qu'ayant un diplôme

Jeudi 21, nous avons eu une réunion avec

Il s'agissait pour nous de revendiquer la

Quelle a été notre surprise de trouver en

Il s'est même permis de rejeter les engage-

face de nous un Monsieur décidé, inébranla-

ble, s'opposant systématiquement à tout ce

le chef de service production pour discuter

création d'une trentaine de postes et les

des effectifs.

reclassements.

que nous proposions.

sont au chômage. Ce sont eux qu'il faut embaucher en priorité.

GROSSE MONTAGNE: BON REPOS M. CHINETTI

Notre directeur à la Compagnie Générale Caraïbe, M. Chinetti est depuis deux mois absent victime d'un accident de voiture. Mais c'est à peine si nous nous aperçevons de son absence. Le travail continue à se faire comme par le passé.

Après tout, notre directeur n'est pas aussi indispensable que lui-même et les autres patrons ont l'air de le dire.

Puisque ma foi, il doit être très bien là où il est, nous suggérons qu'il y reste.

EDF MARTINIQUE UN ROSEAU, ÇA SE PLIE! ments pris par écrit par le Directeur Régional.

Nous avions affaire à Roseau à l'Antillais le

plus haut placé à l'E.D.F. Martinique. Comme serviteur zélé, on ne peut pas faire

Ce monsieur se sent fort parce que cela se passe dans un bureau en face d'une petite délégation.

Mais il ne tient qu'à nous que le Roseau plie; pour cela il nous faudra faire souffler le vent de la colère !

SECURITE SOCIALE MARTINIQUE

UNE CERTAINE CONCEPTION DU CONTROLE AU SERVICE PREVEN-TION.

A cause du bruit qui régnait en maître au centre de Trinité, le comité d'entreprise avait saisi le service de prévention afin qu'une enquête soit faite pour déterminer si oui ou non nos camarades de Trinité pouvaient continuer à travailler malgré le bruit épouvanta-

Bien entendu, après que ce service ait pris tout son temps pour venir, le contrôleur chargé de l'affaire crut bon alors de se renseigner pour les besoins de l'enquête uniquement auprès du responsable du Centre alors que le bureau de celui-ci se trouve à l'étage du bâtiment.

Et dire que c'est ce service qui va sur les chantiers extérieurs! Les travailleurs d'autres entreprises feraient bien de compter sur euxmêmes pour résoudre leurs problèmes de bruits, d'hygiène et de sécurité.

LES DEMARCHES OUI, MAIS IL Y A MIEUX.

Et pour nous travailleurs de Trinité si cela révèle un certain état d'esprit cela révèle surtout que de telles démarches, si elles ne sont pas inutiles, tout au moins ne peuvent pas remplacer l'action que peuvent engager les travailleurs.

GREVE DES TRAVAILLEURS DE LA CAF.

A la CAF, les travailleurs ont fait deux jours de grève pour mettre fin à une situation qui a trop duré jusque-là.

En effet la direction avait pris la mauvaise habitude de ne pas payer régulièrement le salaire. Ce qui entraînait que parfois le 5 du

mois suivant, ils n'étaient toujours pas payés. Il a donc fallu que nos camarades parient le seul langage que comprenne la direction : la

6 NOVEMBRE 1917:

LES OUVRIERS RUSSES PRENAIENT LE POUVOIR

Le 6 novembre 1917, les ouvriers russes ouvraient une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité. Ils prenaient et gardaient pour plusieurs années le pouvoir politique.

De cette date au début des années 20, le pouvoir des conseils ouvriers (les soviets) allait ébranler le vieux nonde capitaliste.

Soixante et une années nous séparent de cette première révolution ouvrière qui vit la création d'un Etat des travailleurs et l'exercice du pouvoir par les pauvres, ouvriers et petits paysans.

Cela nous concerne-t-il encore soixante-et-un ans après ? Quand on voit ce qu'est devenu le pays qui a connu une telle révolution et qui fut pendant près de dix ans dirigé par des ouvriers révolutionnaires, on peut en douter. L'Union Soviétique -qui n'a plus de « soviétique» que le nom- est devenue une grande puissance militaire, malgré une économie sous-développée et retardataire dans biens des domaines cruciaux (agriculture par exemple) mais n'a plus rien à voir avec les buts des ouvriers et des révolutionnaires de 1917.



Février 1917 les bolchévicks distribuent des tracts

UNE REVOLUTION RICHE D'ENSEIGNEMENTS

Aujourd'hui l'URSS est un pays où la bourgeoisie n'a pas réussi à reprendre en main la direction des affaires, tellement elle avait été bien expropriée et écrasée par la révolution de 1917. Mais à sa place, s'est hissée une couche parasitaire de bureaucrates non élus et non contrôles par la classe ouvrière. Ce sont ces bureaucrates inamovibles, qui ne rendent jamais de compte devant le peuple, qui dirigent aujourd'hui la Russie.

Alors qu'aux débuts de la révolution, les représentants des ouvriers et des paysans étaient des gens élus et révocables à tout instant, alors que le gouvernement était placé sous le contrôle constant des ouvriers de villes organisés et mobilisés dans leurs Soviets (conseils ouvriers élus dans les entreprises).

C'est donc en cela, malgré ce qu'est devenue l'Union « Soviétique» que cette histoire nous intéresse encore aujourd'hui.

Première expérience couronnée de succès de gouvernement révolutionnaire de la classe ouvrière, la révolution russe a été une somme immense d'enseignements pour tous les opprimés dans le monde. Et aujourd'hui plus que jamais, où la révolution reste l'objectif essentiel des révolutionnaires et de tous les ouvriers conscients, nous devons puiser à cette source.

LES EVENEMENTS

ce régime.

Rappelons les évènements.
Mars 1917, des manifestations appelées pour commémorer la journée internationale des femmes se transforment en un vaste mouvement contre le régime tsariste. Des grèves et des manifestations se succèdent, et en trois jours, abattent le régime haī de l'empereur de Russie, régime des grands propriétaires terriens qui accablent les paysans, régime d'une noblesse qui est rétrograde et s'oppose à toute réforme favorisant l'évolution progressiste du pays. C'est aussi un régime policier où arrestations et déportations en Sibérie sont le lot quotidien pour tous ceux qui osent s'élever contre une telle dictature de la noblesse incarnée par l'Empereur (le Tsar). Les journées de mars 1917 mettront fin à

Mais le sommet d'un tel régime détruit, cela ne change pas la situation profonde du pays. En 1917, depuis 3 ans, c'est la guerre entre les grandes puissances européennes pour le partage des marchés, afin de mieux piller aux quatres coins du monde. En 1917, les paysans sous l'uniforme, les ouvriers dans les usines, en ont assez de la guerre et des privations pendant que les riches eux; bien à l'abri, s'enrichissent et vivent une vie de gaspillage

Après les journées de mars, les masses veulent que leur sort change réellement. Elles



Meetting de travailleurs en février 1917

s'organisent. Aussitôt le tsar ren erse, se constituent des soviets d'ouvriers et de soldats. Ceux-ci sont des sortes de conseils, de parlements populaires, où sont débattus toutes questions de la vie et des luttes des travailleurs : manifestations, grèves, alimentation, logement, etc...Et les soldats y participent, organisés eux aussi, en conseils élus. Cela fait qu'une partie de l'armée est aux côtés des ouvriers. Ce sont leurs frères paysans qui ne veulent plus faire la guerre pour défendre les intérêts des richards.

Mais si le régime du tsar et des nobles des grands propriétaires terriens est renversé, il n'empêche que les riches -d'autres riches, des capitalistes industriels, des banquiers et même des nobles se sont de nouveau mis à la tête du pays.

Ils prétendent vouloir mettre sur pied une république parlementaire comme celles existant en Europe. Mais en même temps, ils refusent de donner satisfaction aux masses sur leurs principales revendications : la paix, la terre et le pain.

La paix, les capitalistes ne veulent pas la faire parce qu'ils sont liés avec les intérêts des capitalistes anglais et français qui possèdent déjà une bonne partie des capitaux investis en Russie. La bourgeoisie russe est faible et dépendante de l'impérialisme étranger. Elle ne peut avoir de politique autonome.

Le pain, pour cela il faudrait des mesures énergiques de réquisition et de répartition des biens stockés et camouflés par les riches. La bourgeoisie qui détient le pouvoir ne peut non plus l'envisager. La terre, là aussi, les riches bourgeois qui

La terre, là aussi, les riches bourgeois qui veulent la république et certains socialistes menchéviks qui ont de l'influence parmi les ouvriers et les paysans ne veulent pas s'atta-

quer aux biens des propriétaires. Ils ont peur de voir les paysans pousser trop loin leur soif

de terres. Ils ont peur du « désordre», c'est à dire de la lutte de millions d'affamés et d'exaspérés par la pauvreté, les sacrifices et les années d'humiliation. Alors, ils prêchent la patience aux masses et l'attente de lois. Ils disent que lorsque la situation sera calmée, c'est-à-dire lorsque les masses ne seront donc plus mobilisées et décidées à se faire respecter, ils prendront des lois!

Les masses ouvrières et paysanes ne l'entendent pas de cette oreille et veulent avoir la terre tout de suite. La paix, ils la pratiquent en refusant d'aller se battre, les ouvriers se heurtent à l'arrogance des capitalistes qui refusent toute amélioration dans les entreprises et cherchent à affamer le peuple.

SUITE DANS LE PROCHAIN NUMERO

SUITE DE L'EDITORIAL

geant du syndicat des directeurs d'hôpitaux et de cadres, l'Union Hospitalière, qui fait circuler mille et une accusations sur le prétendu comportement des 14 licenciés vis-à-vis des malades, sur leur prétendue incompétence sur le plan professionnel.

A une échelle encore limitée certes, il s'agit d'une démonstration parfaitement claire de la nature réelle du gouvernement Mitterrand-Mauroy, de l'attitude de ce gouvernement et de ses projets vis-à-vis des travailleurs de Guadeloupe et de Martinique en général et en particulier de ce que sera leur attitude chaque fois que des travailleurs antillais oseront contester de manière décidée et organisée l'arbitraire de l'administration préfectorale ou de tout autre représentant local de l'état colonialiste.

Aucune différence sur ce point entre le Mitterrand d'aujourd'hui et le Giscard d'hier.

L'INDEPENDANCE D'ANTIGUE

L'île d'Antigue est devenue indépendante dimanche dernier premier povembre.

Avec Monserrat, Antigue est l'une des deux premières îles situées au nord de la Guadeloupe et que l'on peut d'ailleurs voir par beau temps à partir de Ste-Rose ou de Port Louis. C'est donc un de nos plus proches voisins.

C'est en réalité un petit regroupement de trois îles qui dimanche dernier a formé le nouvel état : Antigue, Barbude et Redonda. Les deux autres îles sont très proches d'Antigue. L'ensemble a une superficie de 441 km2 et compte 75.000 habitants.

Ancienne colonie britannique, Antigue est devenue « état-associé » en 1979 avec un gouvernement propre, et une autonomie assez large du même type que celle qu'ont connue avant elle la Dominique, Ste-Lucie, Barbade et d'autres.

La capitale est St John's.

En Guadeloupe, cette ville est surtout connue pour son carnaval. Et il est vrai que sur le plan économique c'est le tourisme qui constitue la principale ressource de l'île.

En 1978, pas moins de 68.000 touristes ont visité l'île : chiffre particulièrement important si on le compare à la population du pays. Le nombre des chambres d'hôtel dépassera 700 dans peu de temps.

Le tourisme a peu à peu remplacé la principale production locale qui était le sucre et qui a été fortement limitée en 1972. Le gouvernement tente depuis plus d'un an de réactiver ce secteur mais apparemment sans grand succès.

Quant à la production de pétrole raffiné sur place elle aura elle aussi chûté après la crise pétrolière mondiale de 1973.

Sur le plan extérieur, les relations d'Antigue avec les USA ont tendance à se renforcer depuis plusieurs années. Il faut dire que les Etats Unis y possèdent une petite base militaire. Certains commentateurs affirment même que le pays pourrait entrer dans la zone d'influence directe des USA qui prendraient en cela la place de l'ancienne puissance coloniale de tutelle : la Grande Bretagne.

Ce n'est pas impossible en effet, et ce malgré « l'indépendance » qui, par bien des côtés reste formelle. Depuis ces dernières années 40% des nombreux touristes qui visitent l'île sont des Américains du nord et le dollar américain est la monnaie officielle. Antigue noue aussi des relations privilégiées avec le Canada, en particulier dans le domaine touristique et dans « l'aide » technique, scolaire et universitaire.

C'est sous le nom de « Antigue et Barbude » que le pays est devenu indépendant. Le premier ministre, Vere-Corwall-Bird a sollicité le renforcement de l'aide des USA, de la Grande-Bretagne et du Canada.

Cette indépendance est l'aboutissement d'un long processus politique opéré « en douceur » et contrôlé de bout en bout par l'impérialisme Britannique. C'est en fait le même processus que l'on a observé dans les autres îles de la Caraibe anciennement colonisées par l'Angleterre.

Face à la montée nationaliste des années soixante, l'impérialisme anglais avait choisi très tôt cette solution plutôt que d'avoir à affronter militairement dans ces pays l'expression du sentiment national.

Cependant, après avoir pillé les pays de la Caraïbe pendant des siècles et constitué en grande partie sa richesse sur le sang des esclaves et ensuite des travailleurs des plantations de canne, la bourgeoisie britannique laisse ces « états » démunis et sans grands moyens. « Antigue et Barbude » reste donc sous l'emprise de l'impérialisme. Malgré l'indépendance, les travailleurs de ce pays ne seront pas libérés pour autant du joug du capitalisme mondial qui les domine, en particulier dans le domaine touristique et pétrolier. Ils devront mener d'autres luttes s'ils veulent s'en libérer.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser
toute correspondance:
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97-110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728